



HAL
open science

Contrepoint : la politique des signes au Japon

Alain Faure

► **To cite this version:**

Alain Faure. Contrepoint : la politique des signes au Japon. Alain Faure. Des élus sur le divan. Les passions cachées du pouvoir local, PUG, pp.161-186, 2016, Politique+, 978-2-7061-2613-0. halshs-04694965

HAL Id: halshs-04694965

<https://shs.hal.science/halshs-04694965v1>

Submitted on 11 Sep 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Contrepoint : la politique des signes au Japon

La fin de la rédaction de cet ouvrage a été réalisée en parallèle avec une mission de recherche CNRS de six mois en immersion à Tokyo (une enquête, par entretiens, sur la place des émotions dans l'engagement en politique des élus locaux japonais). J'avais dans mes bagages les films d'un grand cinéaste (Ozu, 2013) et quelques livres de chevet (Barthes, 1970 ; Bouvier, 2004 ; Mizubayashi, 2014 ; Pinguet, 2009), espérant y glaner des clefs explicatives sur l'énigme politique du vivre ensemble au Japon. La découverte a été différente. Pour évoquer le mystère japonais, Yasujirò Ozu, Roland Barthes, Nicolas Bouvier, Maurice Pinguet et Akira Mizubayashi ont pour point commun de questionner sur un mode sensible, esthétique et philosophique les ambiances affectives qui permettent aux Japonais de donner du sens à leur vie, au quotidien. En cherchant à comprendre comment le groupe imprime le *tempo* de la vie en collectivité, les cinq intellectuels posent un diagnostic convergent : c'est d'abord dans la délicatesse avec laquelle chaque individu manipule et interprète les signes que l'harmonie d'ensemble se dessine, s'impose ou se fissure. Je vous propose de prendre le cas du Japon comme un *contrepoint rigoureux*, au sens de l'écriture musicale baroque, pour tirer quelques enseignements. Les témoignages des élus japonais me permettent de mettre à l'épreuve les résultats présentés dans les trois premiers chapitres.

Notre recherche concerne les façons de faire de la politique chez les élus locaux *majors* (ceux qui occupent des postes de responsabilité dans

les grandes collectivités locales), et les invariants qui caractérisent cette activité, quels que soient le contexte institutionnel, la nationalité et la génération. Pour tester la robustesse de ces résultats sur les empreintes, les pressions et les promesses du pouvoir local, le choix du Japon permet d'observer le pouvoir local dans un pays, *a priori* assez éloigné des modèles déjà étudiés en Europe, ou de ceux entrevus en Amérique du nord et en Afrique. Le Japon possède une série de particularités (son passé, sa culture, son insularité, sa modernité) qui rendent la comparaison stimulante dans une perspective locale (Horiuchi, 2009). En même temps, le coût d'entrée (en lectures, en analyses, en compétences) pour maîtriser ce contrepoint de façon comparatiste semblait assez exorbitant. L'enquête de terrain a tenté de contourner l'obstacle en reproduisant simplement, mais de façon stricte, le protocole de recherche déjà mis en place dans les précédentes recherches.

Les conditions de l'enquête

Les entretiens se sont déroulés de janvier à mai 2016. Ils ont été réalisés en tête à tête, engagés avec la promesse d'une anonymisation des données, abordés sur un mode intimiste, entièrement consacrés aux trois thématiques des premières émotions, de l'entrée en politique et de la politique au quotidien. L'échantillon a été ciblé sur deux régions urbaines (Tokyo et le Kansai) avec la rencontre de 22 interlocuteurs : dix maires de grandes villes, huit parlementaires municipaux, un gouverneur, un parlementaire national et deux hauts fonctionnaires. Les entretiens ont été réalisés dans la langue maternelle des interlocuteurs, avec traduction simultanée (à une exception près, en français). La durée des échanges a oscillé entre 60 minutes (temps annoncé) et 120 minutes. Le choix des personnes rencontrées a fait l'objet d'arbitrages visant à obtenir une certaine diversité sur les critères de l'âge, du sexe, de la profession et de la sensibilité partisane.

En mettant en place une petite équipe de recherche³², nous avons fait le pari que la valeur ajoutée des entretiens proviendrait de l'effet

32. Équipe que je remercie vivement pour son soutien décisif : Alexandre Giraud (qui assura aussi avec brio la traduction simultanée pour tous les entretiens), Yasushi Kishikawa, Miho Kuroyanagi et Ioan Trifu. Sans leur entrain et la qualité de leur expertise, l'enquête eût été tout simplement impossible.

de surprise et de la qualité humaine des rencontres. C'était l'inconnue de l'enquête : les spécialistes consultés étaient sceptiques sur la possibilité d'obtenir des confidences et des révélations sur les émotions politiques, à partir d'un format d'entretien aussi abrupt. C'est assurément le premier enseignement (méthodologique) de l'enquête : le transfert est possible, même au Japon³³ ! Tous les entretiens ont donné lieu à des échanges intenses sur la question sensible de la charge émotionnelle dans l'engagement politique. Une fois surmonté le léger effroi de la première question (les souvenirs logés dans l'enfance et même la petite enfance), les élus et les fonctionnaires rencontrés ont toujours réagi à l'entretien sur un mode conversationnel semblable à celui observé dans nos précédentes enquêtes, c'est-à-dire en acceptant de jouer le jeu de la sincérité et du dévoilement. L'extraordinaire impassibilité des visages et l'immobilité des corps (surtout en début d'entretiens), n'ont jamais empêché des introspections intimes, des enthousiasmes, des rires, des aveux embarrassés, des questionnements existentiels, et même des confidences plutôt désarmantes.

Les psychanalystes japonais sensibles aux travaux de Freud et de Lacan (ils sont très peu nombreux) ont pointé la difficulté qu'il y avait à sonder l'ego-politique, dans un pays où la place du sujet et du langage demeure tellement singulière, atypique. Koseke Tsuiki rappelle l'élan méconnu pour la psychanalyse avant-guerre, puis le tarissement progressif des travaux, en lien notamment avec une forme de pragmatisme japonais sur l'idée que la quête de vérité n'implique jamais le sujet. Les mots du pouvoir ne seraient-ils qu'un foisonnement « à l'infini des discours plats dont personne ne sait à qui ils appartiennent et à qui ils sont adressés, discours apparemment ludiques, peu sérieux et interminables » (p. 144) (Tsuiki, 2006) ? Les observateurs occidentaux voient, dans cette façon de parler en public, une forme d'immaturité (du Japonais en tant que

33. Dans la culture japonaise, on fait la distinction entre le *Honné* (ce que l'on a sur le cœur) et le *Tatemaé* (ce que l'on dit en public dans certaines circonstances). Les entretiens semblent montrer qu'à certaines conditions, il est possible pour un étranger d'entrevoir le *Honné* des élus.

responsable politique, mais aussi de l'agir démocratique japonais sur les actes de langage). Le diagnostic n'est, à mon sens, pas fondé et il n'a jamais été confirmé durant l'enquête.

L'analyse doit d'abord prendre en compte des différences culturelles : les discours politiques prononcés par les élus de l'exécutif sont le plus souvent rédigés par des fonctionnaires, avec pour objectif d'éviter des engagements trop marqués. Leur longueur est d'ailleurs justifiée par un souci d'exhaustivité qui vise à anticiper toutes les critiques. En revanche, les élus du Parlement font parfois des discours qui peuvent paraître plus ludiques, car ils sont rédigés pour « amuser » les électeurs, étant entendu que ces élus n'ont pas de responsabilité dans l'exécutif.

Partant de là, nous avons découvert qu'en tête à tête, le dialogue avec des élus montrait que ces derniers incarnaient leur fonction en s'exprimant sans détour, et qu'ils éprouvaient même un plaisir visible à parler de leur engagement politique, à se confier sur la complexité de leur métier et à raconter les émotions qui ont balisé leur parcours politique. Sans doute le statut d'enquêteur étranger n'est-il pas indifférent à cette liberté d'expression³⁴. Le protocole de recherche mis en place a fonctionné bien au-delà de nos espérances, puisque les élus locaux ont évoqué leur rapport à la politique dans des termes qui ont même enrichi la compréhension des trois énigmes de l'ouvrage. Ces résultats seront présentés dans l'ordre de notre schéma d'analyse : le passé intime, les pressions au quotidien, les promesses politiques.

Les premières armes

Bien que la langue japonaise ne le permette pas (formellement), les témoignages se sont bien déroulés à la première personne du singulier, et ils ont illustré la façon dont chaque trajectoire éclairait la question sensible des souvenirs enfantins et des premiers combats électoraux.

34. Le politiste américain William Shonfeld avait fait un constat assez semblable lors d'une recherche en immersion dans deux partis en France (Shonfeld, 1985).

En reprenant la grille de lecture du chapitre 1, on retrouve plusieurs éléments déjà observés sur l'attrait pour la politique et sur les conditions de l'entrée en politique.

L'autorité

- *Ce Premier ministre ressemblait à mon père, c'était troublant.*
- *Mon père avait l'air tellement heureux quand il faisait de la politique avec ses amis.*
- *Pendant la campagne, les gens venaient chez nous, ils restaient parfois dormir, c'était la fête.*
- *Oui, c'est évident, je voulais dépasser mon père.*
- *J'étais très individualiste, mais je voulais aussi changer le monde. Et mes parents me soutenaient.*
- *J'étais turbulent, et ma grand-mère me disait toujours : «le ciel te regarde». Ça m'impressionnait.*
- *J'ai toujours en mémoire ce discours. Il était vibrant, bouleversant. Je voyais que le Premier ministre pouvait changer la vie des gens. C'était ça la politique pour moi.*

La violence

- *Les manifestations contre la guerre du Vietnam, il y avait des débordements intolérables des deux côtés.*
- *La répression contre les étudiants était trop violente. Je me suis dit que c'était dramatique de régler comme ça les problèmes.*
- *En entendant ce témoignage horrible de violence sur les enfants, c'est comme si je prenais conscience des désastres du monde. Je pensais à ma petite sœur.*
- *La vie était difficile. Je voulais devenir policière pour aider, pour protéger les gens et ma famille.*

Les extraits mentionnés ci-dessus illustrent un type de témoignage sensible à l'enfance et au passé, que l'on retrouve dans tous les entretiens. On observe d'ailleurs un effet de génération. Les personnes élues à des postes de responsabilité ont en général entre 50 et 70 ans. Leurs parents ont donc connu la guerre. Eux ont été les spectateurs, enfants ou adolescents, des grandes manifestations anti-américaines des années 1960. Ils ont ensuite vécu le boom économique de la société japonaise.

Cette triple empreinte (la guerre, les contestations, l'hypercroissance) colore les propos à deux niveaux : d'une part, sur le respect du modèle familial traditionnel (le père autoritaire et silencieux, la mère discrète et dévouée), d'autre part, sur les critiques de la bipolarisation politique nationale des années 1960 (bipolarisation qu'ils jugent excessive). On perçoit souvent, dans l'évocation du passé, un sentiment de malaise concernant le tournant de 1945, même si les jugements sont allusifs et rarement explicités. Les élus revendiquent aussi un positionnement apolitique qu'ils mettent en relation avec les excès socialistes et réformistes du passé (la formule est revenue plusieurs fois). Pour presque tous nos interlocuteurs, la « bonne » voie politique est avant tout « gestionnaire ». Les échanges sur la politisation se situent toujours au tamis de cette forme de neutralité qui reflète un positionnement générationnel spécifiquement argumenté par les élus locaux (les parlementaires nationaux ont, quant à eux, un parcours où l'affiliation à un parti modifie cette équation).

Parallèlement, les récits sont caractérisés par l'évocation de blessures dans la vie personnelle (une mère malade, la pauvreté, des parents divorcés, un déménagement, un échec scolaire, un enfant handicapé, etc.) et de ruptures ou de traumatismes (le décès prématuré du père, une faillite familiale, le déménagement suite à un tremblement de terre, des proches en difficulté, etc.). Ces marqueurs constituent des balises souvent significatives. Ils montrent l'hyper sensibilité du regard enfantin sur des phénomènes d'injustice ou de violence sociales qui semblent entremêlés avec la thématique des blessures intimes. Pour plus de la moitié de l'échantillon on perçoit, dans les histoires de vie, une acuité précoce aux enjeux collectifs, acuité qui se traduit par des témoignages personnalisés et un regard sensible sur les empreintes du passé.

Le hasard et les amis

Les élus relatent aussi la plus ou moins grande proximité de leur environnement familial à la politique. En première lecture, la politique paraît toujours lointaine, mais le jeu des questions-réponses permet

souvent de repérer des éléments occultés ou sous-évalués. Les élus ont rarement de l'hérédité politique, mais tous ont des héritages dans ce domaine³⁵. Très peu ont un parent qui a été élu, et encore moins ont des parents politisés à gauche (ce qui, dans les expressions, est présenté comme un pléonasme : on ne peut être politisé qu'à gauche). En revanche, plus de la moitié a vu ses parents s'impliquer bénévolement dans le soutien à des élus (en général, à l'échelon du quartier ou du village). Ces épisodes ont marqué les esprits sur un point particulier : c'est le souvenir de rencontres joyeuses et mouvementées (la passion des pères, les réunions à la maison, les affiches, les rires), mais aussi de tensions incompréhensibles pour l'enfant, les soirs de défaite électorale (une tristesse des parents qui intrigue et contrarie le regard de l'enfant). L'intensité ressentie des périodes de campagne électorale impacte les mémoires, elle ne laisse pas indifférents les enfants qui en sont les témoins rapprochés.

La seconde empreinte historique, l'entrée en politique à proprement parler, fait l'objet de récits souvent passionnés qui ressemblent étonnamment aux récits européens (les circonstances, le hasard, les amitiés décisives). Ils révèlent aussi un élément inédit par rapport à nos précédentes enquêtes. Pour 80 % des personnes interrogées, le pas a été franchi sur une sollicitation extérieure qui a été accueillie avec surprise et incrédulité. Le constat semble révélateur d'une forme de leadership *à la japonaise* : un bon leader ne serait pas celui qui lève la main pour devenir le chef, mais celui que les gens sollicitent dans cette perspective. Le leader est donc souvent celui qui mobilise, avec efficacité, l'entourage qui va ensuite le plébisciter. Dans la plupart des témoignages que nous avons recueillis, faire de la politique n'était pas du tout dans les intentions de départ des futurs élus. On s'aperçoit cependant, au fil de chaque récit, que cette réaction se rapproche de parcours de vie déjà

35. La proportion des élus disposant d'une hérédité politique nous est apparue assez faible dans l'échantillon. Sans doute faudrait-il approfondir la question. En effet, beaucoup d'observateurs de la vie politique japonaise insistent sur les trois facteurs de la réussite électorale : le *Kanban* (la visibilité par le nom), le *Jiban* (le fief territorial) et le *Kaban* (la richesse). Dans les travaux sur la politique nationale, les héritiers politiques peuvent mobiliser facilement ces trois ressorts, ce qui est plus difficile pour les nouveaux entrants.

identifiés : la personne ne s'est certes pas projetée dans une fonction politique (au motif, souvent avancé, que la politique n'avait pas une bonne image), mais on trouve dans son itinéraire personnel des capacités et des ressources de leadership. Les deux figures du *leader en herbe* et du *capacitaire* sont les plus fréquentes, souvent sur un mode cumulé. Un trait commun illustre cette combinaison : la plupart des futurs élus ont été délégués de classe, sollicités par leurs professeurs pour assumer cette fonction au double motif qu'ils étaient populaires et qu'ils étaient de bons élèves.

- *On m'a toujours dit que j'étais faite pour aider les gens.*
- *Je n'étais pas fort physiquement, mais je faisais beaucoup rire.*
- *Je parlais avec aisance, j'avais de bonnes notes. Très tôt, j'ai su que je ferais de la politique toute ma vie.*
- *Enfant, j'étais un petit peu spécial, je le sentais.*
- *Je suis fait pour la politique : il faut parler, négocier, gagner la confiance.*
- *J'étais un chef de bande, naturellement, mais plutôt pour faire la fête.*

Enfin, les données les plus concordantes avec notre échantillon européen concernent la description de la première campagne électorale. Sans exception, cette expérience est relatée sur le mode passionné d'une découverte décisive. Il y a d'abord le saut dans l'inconnu car, dans 90 % des cas, les candidats quittent leur emploi pour faire campagne, sans garantie de réembauche. Sont ensuite relatés l'épreuve des premiers discours publics (le plus souvent devant une gare et dans l'indifférence générale!), les tâtonnements dans la dynamique bénévole avec quelques amis proches, le travail d'équipe harassant et souvent exaltant, le contact croissant avec la population, les discours progressivement mieux structurés, le choix stratégique de publics ciblés, les rencontres directes durant la campagne avec la population.

- *Il fallait aller transpirer avec un porte-voix dans les gares, c'était rude.*
- *Il y avait tellement d'émotions positives dans cette campagne.*
- *J'ai vite trouvé mon style, j'étais heureuse de parler en public.*
- *J'ai coupé mon cerveau pour la fin de campagne, il fallait gagner à tout prix, je ne pouvais pas décevoir.*

→ *Il n'y a pas de débat dans une campagne électorale. Les candidats A et B ne s'opposent pas, ils s'adressent au public. C'est beaucoup plus difficile.*

→ *Un candidat doit d'abord rendre ses supporters heureux! Je l'ai découvert sur le terrain.*

→ *Au Japon, dans une campagne électorale, il faut toujours baisser la tête. Et après, on reçoit beaucoup de remerciements.*

→ *J'avais le vertige, j'imaginai la pile des bulletins, c'était irréal.*

Une prise de risque

Dans tous les témoignages, l'argent et les amis occupent une place particulière. Les candidats ont très majoritairement commencé leur carrière sans l'appui logistique d'un parti, en finançant donc le matériel de campagne sur leurs fonds propres. Son coût, qui est souvent présenté comme un « investissement », oscille selon les candidats, sachant qu'en cas d'élection, une partie des frais de campagne est remboursée (à vrai dire, les témoignages nous sont apparus assez contradictoires sur ce point, d'un élu à l'autre). Tous les élus touchent ensuite un salaire équivalent à un poste de cadre moyen et supérieur dans une entreprise.

En général, la démarche est présentée comme un calcul stratégique, c'est-à-dire qui implique une prise de risque, mais qui offre des avantages durables en cas de réussite. La question de l'argent est aussi associée, systématiquement, au rôle que des amis proches ont joué dans cette aventure. Sans logistique partisane, la campagne ne s'organise qu'avec la mobilisation de bénévoles et de « soutiens » (autre terme récurrent dans les propos). La famille, les camarades d'enfance, les amis d'université, les relations tissées dans les clubs de loisirs, les voisins et les collègues constituent un cercle rapproché décisif, ses membres sont présentés comme des relais déterminants. Tous les récits de campagne mentionnent ici la découverte d'un accord tacite qui se transforme en contrat moral. Le défi personnel devient une obligation : les candidats se prennent au jeu, il faut gagner « pour l'équipe ». Les émotions évoquées sont très vives sur cette séquence, comme si l'angoisse de décevoir les soutiens transformait le combat et lui donnait un côté à la fois exaltant et sacrificiel. La première campagne transcende

l'apprenti-élu qui change son regard sur la dimension collective de l'engagement politique.

L'évolution est particulièrement repérable en réponse à la question « Vous souvenez-vous de votre état d'esprit quand on vous a annoncé que vous aviez gagné ? ». Tous, sans exception, mentionnent des sensations contrastées de joie et de gravité, comme si l'élection officialisait le constat qu'ils étaient dorénavant redevables d'une confiance accordée par le collectif. Des auteurs ont parlé à ce sujet d'une « épreuve qualifiante » (Greimas Algirdas, 1966). Le tournant n'est pas anodin. Il fait écho à deux formules systématiquement avancées au début des entretiens : « vous savez, je ne suis pas un bon exemple pour votre enquête, j'ai un parcours atypique et je suis vraiment entré en politique par hasard ». L'atypisme et le hasard sont des ressentis qui structurent la perception de l'entrée en politique de tous les futurs élus, quelle que soit leur situation objective en termes d'héritage, de filiation et de capital social. C'est dans les épreuves émotives de la première campagne que le candidat prend conscience de son statut d'éligible, qu'il en requalifie les termes en faisant l'expérience concrète de la compétition politique. Incontestablement, les résultats sur la *peau de crocodile* et sur les *amitiés indélébiles* présentés dans le chapitre 1 sont validés avec l'enquête japonaise : les émotions fortes de la première campagne déterminent et figent les futurs réseaux politiques (nous y reviendrons plus loin).

Le consensus trompeur

Le deuxième point de comparaison concerne l'implication des élus dans les tournois d'action publique. Au Japon, le système politique a été largement réorganisé en 1946, par les forces d'occupation alliées, sur un modèle au départ assez centralisé qui distingue trois niveaux (communal, départemental et national). Pour être plus exact, les trois niveaux existaient depuis 1890 (calqués sur le modèle français de l'époque), mais la réforme après-guerre a bouleversé l'équilibre en faisant désigner le préfet par élection. Ces niveaux, qui possèdent des compétences dédiées et des champs partagés, ont acquis progressivement

une certaine autonomie, conduisant les partis politiques à s'impliquer prioritairement et spécifiquement au niveau national (et accessoirement sur l'échelon départemental). Cette spécialisation s'est structurée sur un mode professionnalisé, dans la mesure où tous les mandats sont rémunérés et où le cumul des mandats n'est pas autorisé. Le métier politique s'organise donc plutôt par échelon. Il existe dans les faits quelques passerelles entre les trois niveaux, surtout pour les conseillers départementaux qui ont d'abord eu un mandat municipal, parfois pour les parlementaires nationaux qui ont pu siéger dans les assemblées locales (les élus nationaux ont besoin d'« amis » implantés localement pour faire campagne). Par rapport aux systèmes locaux européens (qu'ils soient centralisés ou fédéralistes), l'originalité de cette forme de décentralisation tient dans la personnalisation des campagnes électorales et dans la dissociation radicale entre les mandats exécutifs et législatifs. Les candidats se présentent à un scrutin plurinominal avec un seul vote pour chaque électeur (que l'on appelle le *vote unique non transférable*). Le scrutin se déroule sur un seul tour, il concerne soit une activité parlementaire (conseiller communal, conseiller départemental), soit une fonction exécutive (maire, gouverneur). Le scrutin est organisé par secteur territorial pour les mandats parlementaires. Par exemple, pour un parlement municipal de 30 membres, avec un scrutin réunissant 40 candidats, chaque électeur choisit un seul nom, et les trente premiers sont élus. Pour le parlement départemental, il y a plusieurs sièges à pourvoir par arrondissement, selon le même principe d'élection des meilleurs classés. Il s'agit d'un mode d'élection qui favorise une forte personnalisation des trajectoires politiques³⁶.

Pour engager une comparaison avec les résultats du chapitre 2 sur le quotidien politique local *en tension et sous pression*, nous avons surtout étudié le cas des onze élus exécutifs rencontrés (dix maires de villes de plus de 100 000 habitants et un gouverneur). Les entretiens avec les parlementaires et avec les fonctionnaires sont mobilisés en miroir, dans

36. Précisons, en passant, que la métropole de Tokyo possède un statut particulier de préfecture et de métropole, avec des compétences élargies et des municipalités qui sont aussi les arrondissements du département.

la mesure où les leaders des collectivités locales ne peuvent, en principe, fixer les budgets et prendre leurs décisions qu'avec l'aval des assemblées parlementaires. Cependant, le maire peut décider tout seul, sans l'aval de l'assemblée sur un certain nombre de sujets (y compris le budget pour les dépenses à caractère obligatoire), ou lorsqu'il estime qu'il ne dispose pas du temps suffisant pour convoquer l'assemblée. Il s'agit d'une équation électorale et politico-administrative qui oriente fortement la nature des joutes politiques locales. Pour décrire les interactions en présence, il faut comprendre le système comme un jeu de relations à sept bandes : entre le maire et les parlementaires municipaux, entre le gouverneur et les parlementaires départementaux, entre les maires et le gouverneur, entre les élus locaux et la population, entre les élus locaux et les administrations locales, enfin entre les élus locaux et les administrations centrales. Le lien entre les trajectoires parlementaires et exécutives procède d'une articulation spécifique : dans chaque municipalité (comme dans chaque département), les parlementaires élisent un président et le parlement constitue, dans bien des cas, l'antichambre des nouvelles ambitions mayorales.

Derrière l'écran des civilités

Vu de loin, le mécano peut paraître compliqué, mais dans les faits, la division du travail politique entre les activités législatives et exécutives (de délibération et de décision) délimite assez clairement les rôles et les interventions. En surface, les règles affichées suggèrent même un monde apaisé et plutôt consensuel. La communication officielle et les séances en assemblées donnent à voir un cérémonial codifié qui rappelle les pièces de *bunraku*. Les fonctions sont connues et les scénarios rodés. Qu'il soit outré ou lissé sur la forme, le jeu des acteurs obéit à des régimes de civilités et à des conventions acceptées par tous. Les prises de parole sont ordonnées, l'écoute est une règle d'or, les affrontements interpersonnels sont très rares, enfin des documents remplis de tableaux, de chiffres et de schémas accompagnent invariablement les interventions. Pour décrypter cette chorégraphie tellement maîtrisée, on pourrait dire, à la manière de Roland Barthes, que les élites politiques

locales mettent en scène une exposition du vide et une exemption du sens, comme si l'objectif était d'arrêter le langage, de ne faire apparaître aucun lien métaphysique entre l'âme et le corps.

Néanmoins, malgré cet écran de civilités et de codes, les témoignages laissent entrevoir une activité politique locale des plus intenses au sein de chaque collectivité. En premier lieu, on constate que les élus rencontrés possèdent tous des « agendas de ministres ». Ils sont sollicités sur des diagnostics, des arbitrages et des négociations dans tous les champs de l'action publique. Leur activité mobilise des compétences avancées de management, et elle s'organise en articulation dynamique avec les conseillers de leur cabinet et les experts placés à la tête des différents services. Le niveau de professionnalisme contraste avec l'impression initiale du théâtre de *buranku*. Et les témoignages renforcent l'impression de décalage : les élus décrivent sans fard leur plaisir à occuper le devant de la scène, ils affichent volontiers leur ambition d'être force de proposition et d'innovation sur les grands projets de la ville, ils revendiquent systématiquement un rôle central sur les dossiers difficiles, les négociations avec les collectivités voisines et le dialogue avec les grandes entreprises.

Pour le moins, les termes de ce volontarisme ne correspondent guère aux éléments de façade du système politique japonais. Le décryptage implique de prendre en compte la culture du consensus dans ses codes esthétiques. Le cérémonial du pouvoir ne permet pas aux élites d'afficher une opinion, encore moins des orientations. Sur chaque dossier, c'est le groupe (par l'intermédiaire des parlements locaux) qui expose différentes orientations. Ensuite, sans qu'il y ait véritablement débat, les conseillers (municipaux ou départements, selon le niveau et les compétences) procèdent à des votes. De ce fait, les maires urbains et les gouverneurs ne possèdent en principe qu'un rôle d'exécution, en harmonie avec les arbitrages parlementaires. Parallèlement, les assemblées locales sont souvent critiquées pour leur faible capacité de contrôle. Il leur manque, en général, de l'expertise et des moyens pour proposer des alternatives, si bien que la grande majorité des textes est votée sans opposition. Paradoxalement, l'influence est réelle sur la séquence, souvent longue et décisive, des négociations préalables en coulisses.

En suivant une piste explicative empruntée par Nicolas Bouvier, on pourrait dire que les fonctions de commandement ne sont possibles que dans l'aliénation du « soi », en faveur du « on »³⁷. Si les maires sont situés à l'épicentre des tensions et des pressions de la ville, ils ne doivent rien laisser paraître publiquement. Seule la menace extérieure (le dossier des fusions de communes ou une catastrophe naturelle, par exemple) peut générer des positions bellicistes et des décisions autoritaires. Pour le reste, les conflits et les rivalités n'existent pas, au sens où ils ne sont jamais mis en scène. Le pouvoir, sans cesse, avance masqué. La figure constitue, en termes constructivistes, un joli cas d'école sur l'euphémisation de la violence symbolique : les habitants, les groupes d'intérêts et les parlementaires locaux accordent *de facto* un rôle central aux maires et aux gouverneurs dans le pilotage des politiques locales, mais à la condition expresse et non négociable, que les souverains défendent et incarnent en public la perspective immuable d'une mer d'huile, etc.

Pour éclairer ces jeux de rôles où les tensions et les pressions ne sont jamais affichées, il faut revenir sur les commentaires qui concernent la séquence des négociations située avant l'élection du maire ou du gouverneur. Quels que soient leur capital social et leur expérience gestionnaire (dans les parlements locaux, dans l'administration, ou dans le privé), les candidats expliquent qu'ils sont d'abord dans l'obligation de faire la preuve qu'ils sont compatibles symboliquement avec l'écosystème politique local. Au Japon, on ne prend pas le pouvoir, on passe une épreuve initiatique. Dans l'adoubement, comme dans la contestation, les candidats doivent faire la démonstration qu'ils correspondent aux codes d'harmonie et de consensus qui sont appliqués dans la collectivité. Les critères pour « faire un bon leader » ne sont pas les mêmes selon les arrondissements de Tokyo et ils sont assez différents d'un département à l'autre, avec des écarts considérables entre le nord et le sud de l'île. Pour autant, dans chaque campagne électorale, tout

37. L'auteur précise : « Même dans les décisions d'hommes politiques importants, on observe souvent une hésitation, un temps d'arrêt qui leur permet de bien s'assurer que c'est cela qu'on attendait d'eux. L'ambassadeur des États-Unis reçoit un coup de poignard : le ministre de l'Intérieur doit-il démissionner ? Il soulève la question, voit où elle retombe et si ça fait des ronds, et finalement retire sa démission » (Bouvier, 2004, *op. cit.*, p. 76).

le monde possède une connaissance assez fine des règles de transmission et de destitution en présence, et chacun sait quels sont les signes et les symboles de la qualité d'éligible.

Empathie et dialogue

Les entretiens permettent aussi de voir comment les élus mettent en avant des qualités et des sensibilités qu'ils attribuent à leur histoire personnelle et à leur force de caractère. On a pu observer, par exemple, une corrélation dans les témoignages entre des traits de leur personnalité, leur volontarisme et les atouts de leur collectivité. Ils expriment des sensibilités ciblées (pour l'économie, la culture, la nature, la participation, etc.) qui correspondent, dans leur collectivité, à des priorités politiques (la relance économique, la protection du patrimoine, le référentiel environnemental, l'expérimentation sociale, etc.). Dans les argumentaires, on retrouve les ressources classiques du *chef en sa tribu* identifiées dans le chapitre 2, sur les deux registres de l'esprit d'empathie et du goût pour la négociation.

L'empathie

- *J'ai appris progressivement à écouter les gens, les avis, les pressions.*
- *Je n'ai pas de ligne politique mais j'écoute toujours les intérêts.*
- *Je suis porte-parole des gens silencieux, des gens qui souffrent.*
- *J'ai marché à travers toute la ville pendant deux mois, et en organisant des petites réunions.*
- *Notre objectif, c'est anticiper pour que les problèmes ne prennent jamais trop d'ampleur. Il faut toujours être vigilant.*
- *La seule fois où j'ai perdu les élections, c'est quand j'étais moins présent sur le terrain. C'est une leçon.*

La négociation

- *Plus les négociations sont difficiles, plus j'aime ça.*
- *Je suis persuadé que la force n'apporte rien.*
- *Le dialogue avec le conseil est exténuant. Mais la simple idée de s'adresser directement aux habitants est ici perçue comme le chaos.*

→ *Mon rôle, c'est « fluidificateur » intergénérationnel ! La politique, c'est comme de la boxe ou de la lutte, il faut beaucoup de technique.*

→ *Le local, contrairement au national, permet des expériences et des alternatives.*

→ *J'aime négocier mais, pour être élu à la métropole, il faudrait que j'étudie la politique à l'université.*

→ *On m'a menacé. On m'a proposé de l'argent aussi. Mais j'ai des soutiens qui me protègent.*

Les ingrédients connus sont tous là : une intelligence situationnelle au sein du système politique local, la conscience d'être dépositaire d'une histoire collective, une grande attention au regard des autres, des aptitudes de médiation, une gestuelle particulière pour incarner le rôle de chef. Sur ce dernier point, nous avons entrevu des expressions physiques et charnelles dans les façons de dialoguer et d'argumenter. Il s'agit d'indices évidents sur les compétences du rôle (même si la taille réduite de notre échantillon rend les montées en généralité difficiles).

Il faut enfin mentionner un résultat qui fait écho à une évolution plus générale du métier politique local au Japon. Les élus rencontrés considèrent que la décentralisation est placée à un tournant de son histoire, lié au renouvellement de son personnel politique. Le diagnostic concorde avec les études consacrées au profil sociopolitique inédit de certains gouverneurs et maires urbains élus à partir des années 2000. Se font élire sur la scène locale, des leaders qui contestent l'ordre établi des *héritiers* et des *administrateurs*, en mettant plutôt en avant des compétences de *médiateurs* et de *communicants* (Trifu, 2013 ; Kishikawa, 2009). Nos interlocuteurs sont convaincus que les métropoles se transforment sur deux registres en particulier : l'efficacité et la citoyenneté. D'une part, ils font le diagnostic que les grandes villes sont placées dans l'obligation de moderniser les services publics locaux. Les jugements sont par exemple assez sévères sur l'archaïsme des administrations locales dans les champs du développement économique et de la planification foncière. D'autre part, ils expliquent qu'il est de leur devoir d'imaginer des modèles alternatifs de régulation publique qui prennent mieux en compte la demande des usagers. Sur les questions sensibles de l'environnement, de l'énergie, de la démographie

ou de la mobilité par exemple, nous avons recueilli des propos assez novateurs sur la nécessité d'une action publique réflexive et expérimentale, comme la mise en place de dispositifs associant directement les habitants à la conception des programmes.

Sans doute la trajectoire professionnelle des élus rencontrés n'est-elle pas étrangère à ces discours : pour la plupart, les élus en question argumentent leur légitimité sur un parcours professionnel assez brillant (que ce soit dans la haute fonction publique, l'entreprise, l'université, le journalisme ou la communication). Même s'ils ont engagé des transactions avec les maires précédents pour faire campagne, ils estiment que leur légitimité provient de leur bagage et de leur expérience professionnels, et ils se considèrent en rupture avec le système des *héritiers*. Ils soulignent d'ailleurs qu'ils n'auraient jamais pu se plier aux règles imposées par les grands partis sur la scène nationale. Les récits sur la compétition politique nationale décrivent toujours un même parcours pour « percer » au Parlement. Il faut d'abord de la précocité et beaucoup de patience (la carrière doit débiter avant 30 ans, mais les postes de responsabilité ne sont accessibles qu'après 50 ans). Il faut ensuite de la discipline et beaucoup d'entregent (les jeux d'alliances et le clientélisme sont au cœur des interactions). Le témoignage du parlementaire national nous a permis de retrouver ces arguments en mode inversé : pour lui, s'engager au national requiert d'abord de faire l'expérience de l'humilité et du collectif (on doit commencer au bas de l'échelle et apprendre le métier avec des missions ingrates). Viennent ensuite les temps du respect et de la confiance (car la reconnaissance des pairs et les victoires, ne se gagnent que sur la durée). On voit, dans ces deux présentations en miroir du local et du national, deux façons fort différentes de « faire de la politique », presque deux philosophies du rapport à l'autorité, à l'individu et au groupe.

Une esthétique de l'ordre

Les signes de la confiance constituent bien un mystère dans l'analyse de la vie politique japonaise. Dans le chapitre 3, nous avons défendu

l'hypothèse que le langage jouait un rôle décisif pour relier les individus au groupe. Mais les promesses politiques sont-elles simplement dicibles, dans un pays où Nicolas Bouvier note avec humour que l'adulte semble en perpétuelle punition, et que l'empereur tire essentiellement son prestige, qui est immense, de ses silences ? La question de la place du langage dans le jeu politique japonais a dérouté plus d'un sociologue, d'un philosophe et d'un linguiste. Nous l'aborderons donc avec l'humilité qui sied (grâce à six mois d'immersion japonaise), en cherchant simplement à répertorier, à partir des 22 entretiens, les arguments qui portent sur les thématiques du bien commun et de l'identité. Nous avons notamment questionné les élus sur les *trophées* dont ils se sentaient les plus fiers, sur les éléments qui justifiaient, de leur point de vue, le fait de consacrer autant de temps et d'énergie à la politique. Même si la formulation de ces questions a souvent dérouté nos interlocuteurs³⁸, les réponses ont permis de collecter des données nombreuses et concordantes. Le discours n'exprime pas directement les promesses, mais il participe d'une esthétique de l'ordre qui permet d'en incarner la portée. En ce sens, les témoignages rappellent et confirment les deux métaphores jardinières de la greffe et des racines.

Sonder le terrain

Beaucoup de plaidoyers portent sur la professionnalisation des mandats. Pour plus de la moitié des élus rencontrés, le fait de proposer localement des solutions techniques éprouvées ailleurs constitue une mission première de leur activité politique locale. Les élus détaillent tous la façon dont ils ont su spécialiser leur activité afin de mieux répondre à la demande et formuler des propositions par catégorie d'acteurs. Les diagnostics sont ciblés et pragmatiques. Ils concernent des problèmes spécifiques et des filières (les mères au foyer, les personnes âgées, les *salarymen*, les handicapés, les jeunes couples, les automobilistes, les étudiants, les commerçants, les piétons, les locataires, les

38. Entraînant parfois de longs silences, mais sans jamais que le propos ne soit esquivé !

propriétaires fonciers, les sportifs, les célibataires, etc.). On retrouve ici la métaphore du jardiner sur deux niveaux emboîtés : une compétence professionnalisée, une expérience située.

Des compétences professionnalisées

Les contacts et les liens tissés avec des corps techniques susceptibles de traiter les problèmes rencontrés par la collectivité sont nombreux et variés. Qu'ils travaillent dans les administrations ou qu'ils dépendent d'organismes privés, les techniciens apparaissent comme des personnes-ressources essentielles pour les élus. Pour les parlementaires municipaux, l'entrée spécialisée constitue d'ailleurs l'argument initial central des premières campagnes électorales : ils ciblent leur légitimité sur le lien qui relie leur statut (mère de famille, jeune, entrepreneur, enseignant, cadre supérieur) à la résolution d'un type de problème (l'éducation, l'insertion, l'emploi, la formation, les loisirs). Pour l'anecdote, un élu nous a expliqué en souriant comment, en 30 ans de mandats, il avait progressivement reformulé son expertise et ses slogans (au départ, axés sur la jeunesse) pour dorénavant s'imposer comme un authentique défenseur des *anciens* de la commune.

Notons en passant que les élus trouvent assez logique et naturel d'envisager leur carrière politique à l'aune de cette spécialisation des tâches. Le clientélisme possède ici toutes les vertus du pragmatisme. Des élus nous ont par exemple confié que, de leur point de vue, il n'y avait pas « compétition », mais seulement « concurrence » sur le plan électoral, dès lors que leur adversaire n'avait pas construit sa légitimité sur le même segment d'électeurs.

Des expériences toujours situées

Les témoignages insistent sur les spécificités de l'écosystème dans lequel les promesses sont formulées. Les élus territorialisent systématiquement leur expertise, au sens où ils défendent l'idée que la proximité du terrain transforme et qualifie les diagnostics. On retrouve l'idée de la greffe évoquée dans le chapitre 2. La technique demande beaucoup de précautions et de savoir-faire. Elle nécessite du « bon

sens » et de « l'imagination ». Les élus sont attentifs aux risques naturels (il faut les anticiper), ils ont le souci du détail, ils connaissent les spécificités communautaires (qui ne sont pas les mêmes à Tokyo et dans le Kansai), ils n'abusent pas des techniques intensives, ils se méfient des solutions magiques (les grandes mesures nationales suscitent, par exemple, toujours de la méfiance).

Les propos entrent en écho avec les analyses de Roland Barthes sur *L'empire des signes* : les Japonais portent une attention extrême aux détails et, en même temps, ils ont une façon flottante d'énoncer, non pas des avis, mais plutôt une succession d'impressions. Tous les élus insistent sur le temps considérable qu'ils passent sur le terrain pour mesurer les attentes de la population. Les maires, en particulier, exposent leur volonté d'avoir fréquemment des contacts directs et d'être au plus près des problèmes du quotidien des gens. Un élu le résume dans une exclamation : « vous savez, c'est la seule façon de ressentir les indices cachés ! ». Les élus ne donnent ni ne promettent, mais ils sondent, discrètement et inlassablement.

Rassurer et conserver

La seconde série d'informations concerne précisément l'énoncé des promesses politiques. Que disent les élus aux électeurs, si les mots sont dénués d'effet et de violence au Japon ? Il faut d'abord constater que tous les discours font l'affichage immédiat de valeurs conservatrices. La ligne narrative revient dans les propos comme une profession de foi et comme une évidence. Même si nous ne posons jamais directement la question de l'orientation politique, les élus commentent le déclin des partis, soulignent la désuétude des clivages idéologiques et revendiquent leur adhésion à un socle de valeurs traditionnelles, voire traditionalistes.

→ *La politique, c'est pour retrouver de la fierté dans l'identité japonaise.*

→ *Je suis un fondamentaliste du local. Le local doit être géré par le local.*

→ *Vous savez, au local, on voit les gens un par un, on doit à chaque fois comprendre leurs attentes.*

→ *La parole est ambiguë. En japonais, on peut dire n'importe quoi, et ne rien dire. Il faut respecter l'ordre des choses.*

→ *Le maire n'a pas le choix, il a un jeu défensif, contrairement au parlementaire qui peut se permettre de passer à l'offensive.*

→ *J'étais très radical adolescent, je suis devenu très conservateur en vieillissant, en prenant des responsabilités, mais pas seulement. Par conviction aussi.*

→ *Les gens ne votent pas pour vous sur des promesses, mais parce qu'ils sont solidaires de vous. Vous ne devez pas les décevoir.*

→ *Je portais le message comme on défend un produit, j'incarnais la ville, je devais lui ressembler.*

→ *Je suis un libéral-conservateur. Très libéral, mais en même temps très conservateur !*

Il y a, dans ces témoignages, une spécificité japonaise. En se revendiquant systématiquement conservateurs, les élus japonais rappellent à l'hôte étranger le préalable identitaire d'une société immobile et immuable. Akira Mizubayashi étudie cette façon figée d'envisager le collectif en rappelant que la coexistence humaine tient d'abord, au Japon, d'un art particulier de la médiation. Pour maintenir l'harmonie, la politique se nourrit simultanément de *présentisme* (toujours privilégier l'intensité de l'émotion du moment) et de *conformisme* (se soumettre spontanément à la majorité présente, sans dialogue ni transcendence) (Kishikawa Yasushi, 2009). Et l'écrivain de rappeler que c'est sans doute la constitution du *Grand Japon* de 1889 qui a scellé l'imaginaire collectif de ce puissant *corps étatico-moral*. Le pays conçoit la politique à partir de cette « clôture communautaire essentielle ».

Mais est-ce seulement pour rester en phase symboliquement avec cette clôture que les élus locaux se déclarent conservateurs ? L'analyse d'une telle profondeur historique sort largement de notre compétence. On notera juste que la double question du présentisme et du conformisme fait écho à notre énigme des promesses politiques : l'énoncé des promesses paraît indissociable d'un imaginaire politique qui serait enfoui dans une histoire très ancienne, mais dont les Japonais auraient toujours une perception vive. On retrouve ici l'impression, déjà ressentie dans les entretiens à Naples, sur les évocations récurrentes d'un *passé*

qui ne passe pas. Pour les spécialistes de la question, le Japon et l'Italie sont deux pays qui possèdent des traumatismes et des blessures comparables, avec les *chemins du passé* du fascisme et de la guerre (Bouissou, Lazar, 2001). Jean-Marie Bouissou et Marc Lazar font le constat que ces empreintes conditionnent toujours la dominante conservatrice des engagements politiques. Pour autant, les deux spécialistes réfutent de concert le diagnostic selon lequel ce conservatisme apparent serait une « anormalité rédhibitoire » : d'une part, les empreintes historiques japonaises et italiennes produisent aussi des caractéristiques d'originalité et d'efficacité ; d'autre part, ces systèmes démocratiques se transforment profondément depuis quelques décennies, avec le rôle accru des médias, la personnalisation de la vie politique et le renouvellement partiel de la classe politique.

Nous avons perçu cette tension entre la tradition et la modernité dans tous les entretiens. Le conservatisme de façade cohabite par exemple sans complexe avec des aspirations qui relèvent du réformisme urbain et de l'innovation sociale. L'évocation du temps long est une figure de style qui ne s'oppose pas au changement, mais sans doute qui en interdit toute formulation trop explicite (nous y reviendrons plus loin). L'ancienneté, la *séniorité*, le respect des traditions, l'expérience, la sagesse, la magnanimité et la patience occupent le devant de la scène. Ce sont des valeurs affichées avec insistance et de façon positive. Leur évocation est par exemple omniprésente dans les échanges consacrés aux réussites du mandat, aux éléments dont les élus se disent les plus fiers. L'exemplarité provient parfois d'une réalisation (la fusion d'établissements scolaires, la rénovation d'un hôpital, l'accueil d'une grande entreprise, le développement d'une zone commerçante), mais les élus insistent surtout sur l'attention qu'ils consacrent aux inerties, aux projets en suspens, aux problèmes difficiles à résoudre, aux dossiers qui nécessitent encore du temps et de la maturation. La réussite relève plus du repérage d'un défi que de l'affichage d'un résultat. Même quand le dénouement ou la résolution leur échappe, les élus expriment une fierté positionnelle : leur rôle est d'être présents sur tous les dossiers de la ville, au jour le jour, et sur la durée. La parole n'a pas nécessairement une fonction d'efficacité immédiate (orienter,

décider, interdire), mais la présence des élus est un gage de stabilité et d'équilibre (protéger, rassurer, conserver).

Faire affleurer des évidences

Au fil des entretiens, on prend conscience que les promesses politiques sont d'abord contenues dans cette façon subtile, non pas d'énoncer des décisions, mais de faire affleurer des évidences au nom du collectif. Le constat, une fois encore, fait écho aux analyses de Roland Barthes sur *l'empire des signes*. À cet égard, Yves Citton nous rappelle à raison que, pour Barthes, l'efficacité du pouvoir se joue dans une esthétique de la domination au quotidien : le politique n'est jamais aussi puissant que lorsqu'il maîtrise la dynamique et le rythme des désirs. C'est dans toute la nuance des mille désirs et de l'harmonie souhaitable, que la démocratie devient vivante (Citton, 2009). Rapportée à notre enquête, cette grille de lecture suggère une posture spécifiquement japonaise : la politique ne se nourrit guère du verbe, mais elle s'exprime pleinement dans les façons sensibles de mettre en scène le vivre ensemble. Les élus locaux font leurs promesses avec des poses, plutôt qu'avec des postures. En affichant un conservatisme d'apparat, ils préservent le champ des possibles, ils signifient qu'ils incarnent l'harmonie. Ce faisant, ils restent à l'écoute du *génie des lieux* de la ville et donc, aussi, de ses *tempo* plus dynamiques. Le conservatisme dans l'agencement des signes n'interdit pas l'action, il la rend invisible.

Dans les entretiens, nous avons ainsi tenté d'éclairer l'équation sensible de la corruption et de la parité.

« Avez-vous été confronté à des problèmes de corruption sur votre territoire ? ». Pour répondre à cette question frontale, tous les élus argumentent plusieurs niveaux de réponse qui font écho aux analyses sur les facteurs de la corruption dans le système japonais (Nyblade, Reed, 2008). Ils reconnaissent d'abord l'existence du problème, faisant mention de pratiques qui ont existé et qui existent encore dans d'autres territoires. Ils en commentent ensuite la réalité sur leur commune, le plus souvent pour souligner qu'ils n'ont pas été directement impliqués dans ces pratiques. La corruption fait partie de l'histoire de la ville,

et elle a touché certains élus (y compris des élus qu'ils ont côtoyés). Ils requalifient enfin le problème en le contextualisant : les pressions sont parties intégrantes de l'activité politique, et le devoir de l'élu local consiste à contenir le clientélisme dans le cadre légal de la loi. Cette façon d'éluder sans nier, qui est en général formulée avec conviction, et parfois même passion, rappelle les pistes explorées à la fin du chapitre 3. Les promesses politiques qui relient l'élu à ses « clients » ont cette particularité qu'elles restent toujours indissociables de l'*esprit des lieux*. Dans la mesure où la corruption fait partie de l'ordre local des choses, les élus locaux s'en saisissent en respectant, dans chaque ville, l'intensité et la densité des contraintes en présence.

Le second type d'arguments concerne le rôle des femmes dans la vie politique locale³⁹. La question a été posée aux six femmes et aux seize hommes de l'échantillon. Les premières soulignent leur position minoritaire dans les arènes politiques, en mettant en avant leur énergie et leurs compétences pour lutter contre les *a priori*, parfois explicites, qui sont exprimés concernant leur capacité à faire de la politique « comme les hommes ». Toutes font le constat d'une discrimination de fait (la politique reste une profession genrée), mais aucune ne dénonce le machisme ou la misogynie du système sur le ton du reproche ou de la blessure. Les seconds (les seize élus de sexe masculin) esquivent la question et limitent les réponses à l'évocation sincère, lorsqu'ils sont mariés, des tensions ou de l'harmonie qui caractérisent le dialogue avec leur épouse par rapport à leur surengagement dans la vie publique. Dans les deux types de réponses, les inégalités et les injustices de traitement ne sont ni dénoncées, ni justifiées. Elles sont simplement référées à l'intensité de leurs propres « sentiers de dépendance » et contraintes structurelles : les femmes décrivent l'accès au pouvoir comme un défi et un honneur par rapport au contexte figé dans lequel elles évoluent, les hommes reconnaissent une influence féminine dans leur activité

39. Des travaux ont souligné en 2003 la position particulière occupée par les femmes dans le système politique local au Japon (Bochel, Bochel, Kasuga, Takeyasu, 2003).

(déterminante dans la sphère privée et émergente au sein de la sphère publique). Sur notre échantillon, les trois élues placées en position de leadership fort expriment leur plaisir à manier le langage et les signes. L'une explique avec jubilation qu'elle porte dorénavant systématiquement le kimono traditionnel dans les cérémonies officielles pour signifier son autorité et la grandeur du mandat. Une autre détaille avec passion la mise en place d'un impressionnant dispositif de micro-rencontres, auprès des fonctionnaires et avec des citoyens tirés au sort, pour dynamiser en profondeur les conditions du dialogue entre les habitants et l'administration. La troisième raconte en riant les transgressions que les femmes se permettent souvent dans son conseil municipal. Sous leur pression, la parole y est plus vivante, et les points de désaccord sont mieux formulés, notamment lorsque les débats portent sur les questions de violence et de cohésion sociales. Visiblement, les *sentiers* n'interdisent pas l'emprunt de voies ardues, mais à la condition explicite que celles qui les explorent montrent qu'elles maîtrisent l'étiquette de la randonnée. Notons pour finir que l'audace sur le maniement des symboles ne concerne pas que les élues femmes. Dans quatre cas, les maires expliquent comment ils réorientent la politique de communication de leur ville sur une thématique phare qui leur est chère (le vélo, le rugby, la mode, l'anti-corruption). Ce faisant, ils bousculent l'étiquette de la représentation politique en entremêlant explicitement une ambition personnelle et un projet collectif. Ici, les codes du conservatisme sont malmenés, les élus le reconnaissent et l'argumentent. Ils font affleurer l'évidence que les villes peuvent s'émanciper du sentier national.

Cette immersion japonaise est trop rapide et ciblée pour tirer des conclusions. Pour autant, c'est la principale surprise des entretiens, les résultats suggèrent une forme d'universalité dans les façons de ressentir et de vivre les passions du pouvoir local.

